ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 11 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1959 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 246

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4017.

Περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως περὶ κοινωνικῆς καὶ ἰατρικῆς ἀντιλήψεως.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 2 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Παρισίοις, τῇ 11.12.1953, Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις περὶ Κοινωνικῆς καὶ Ἰατρικῆς Ἀντιλήψεως, μετὰ τῶν παραρτημάτων καὶ Προσθέτου Πρωτοκόλλου, ὧν τὰ κείμενα ἕπονται ἐν τῷ γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΕΥΩΝ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Θ. ΚΟΝΙΤΣΑΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Νοεμβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

European Treaty Series.
No 14
Série des Traités et Conventions européennes.
No 14

CONVENTION EUROPÉENNE D'ASSISTANCE SOCIALE ET MÉDICALE

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin, notamment de favoriser leur progrès social;

Résolus, conformément à ce but, à étendre leur coopération dans le domaine social, en établissant le principe de l'égalité entre leurs ressortissants respectifs au regard de l' application des législations d'assistance sociale et médicale;

Désireux de conclure une convetion à cet effet,

Sont convenus de ce qui suit;

TITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Chacune des Parties Contractantes s'engage à faire béneficier les ressortissants des autres Parties Contracpantes, en séjour régulier sur toute partie de son territoire tuquel s'applique la présente Convention et qui sont arivés de ressources suffisantes, à l'égal de ses propres ressortissants et aux mêmes conditions, de l'assistance sociale et médicale (dénommée ci-après «assistance») prévue par la législation en vigueur dans la partie du territoire considéré.

Article 2.

(a) Pour l'application de la présente Convevtion, les tremes «assistance», «ressortissants», «territoires» et «Etat d'origine» ont la singification suivante:

(i) «Assistance» désigne, en ce qui concerne chacune des Parties Contractantes, toute assistance prévue par les lois et réglements en viguer sur toute partie de son territoire tendant à accorder aux personnes démunies de ressources suffisantes les moyens d'existence et les soins que nécessite leur état à l'exception des pensions non-contributives et des prestations aux victimes de guerre ou de l'occupation.

(ii) Les termes «ressortissants» et «terriroires» d' une Partie Contractante auront la singification que cette Partie Contractante leur arttibuera dans une déclaration adressée au Sercétaire Cénéral du Conseil de l'Europe, qui la communiquera à chacune des autres Patrie Contractantes. Il est toutefois précisé que les anciens ressortissants d'un Etat, qui ont perdu leur nationalité sans en avoir été déclarés dèchus et qui, dès lors, sont devenus apatrides, continueront à être considérés comme ressortissants jusqu'à ce qu'ils aient acquis une autre nationalité.

(iii) «Etat d'origine» désigne l'Etat dont est ressortissant l'individu appelé à bénéficier des dispositions de la présente Convention.

(b) Les lois règlements en vigueur sur les territoires des Parties Contractantes auxquels la présente Convention est applicable, ainsi que les réserves formulées par les Parties, sont énumérés respectivement aux annexes I et II.

Article 3.

La preuve de la nationalité de l'intéressé est administrée selon les règles prévues en la matière par la législation de l'Etat d'origine.

Article 4.

Les frais d'assistance engagés en faveur d'un ressortissant de l'une quelconque des Parties Contractantes sont supportés par la Partie Contractante qu aura accordé l'assistance.

Article 5.

Les Parties Contractantes s'engagent, dans la mesure où leurs lois et règlements le permettent, à se prêter leurs bons offices en vue de faciliter le remboursement, dans toute la mesure du possible, des frais d' assistance soit par des tiers tenus à une obligation pécuniaire envers l'assisté, soit des personnes obligées de pourvoir à l'entretien de l'intéressé.

TITRE II
RAPATRIEMENT

Article 6.

(a) Une Partie Contractante ne peut rapatrier un ressortissant d'une autre Partie Contractante, résidant en séjour régulier sur son territoire, pour le seul motif que l'intéressé a besoin d'assistance.

(b) Rien dans la présente Convention ne fait obstacle au droit d'expulsion pour tout motif autre que celui qui est mentionné au paragraphe précédent.

Article 7.

(a) Par dérogation aux dispositions de l'article 6 (a) ci-dessus, une Partie Contractante peut rapatrier un ressortissant d'une autre Partie Contractante résidant sur son territoire pour le seul motif mentionné à l'article 6 (a) dans le cas où les conditions ci-après se trouveraient réunies :

(1) Si l'intéressé ne réside pas d'une façon continue sur le territoire de cette Partie Contractante depuis au moins cinq an s'il y est entré avant d'avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans ou depuis au moins dix ans s'il y est entré avoir atteint cet âge ;

(ii) est dans un état de santé qui permette le transport ;

(iii) n'a pas d'attaches étroites qui pourraient le lier au pays de résidence.

(b) Les Parties Contractantes entendent ne recourir au rapatriement qu'avec une grande modération et seulement lorsque des raisons d'humanité ne font pas obstacle.

(c) Dans le même esprit, les Parties Contractantes admettent que, si le rapatriement s'exerce à l'égard d'un assisté, il convient d'offrir à son conjoint et aux enfants toutes facilités pour l'accompagner.

Article 8.

(a) La Partie Contractante qui rapatrie un ressortissant conformément aux dispositions de l'article 7 supporte les frais de rapatriement jusqu'à la frontière du territoire sur lequel le ressortissant est rapatrié.

(b) Chaque Partie Contractante s'engage à recevoir chacun de ses ressortissants rapatriés conformément aux dispositions de l'article 7.

(c) Chaque Partie Contractante s'engage à permettre le passage à travers son territoire de toute personne rapatrié conformément à l'article 7.

Article 9.

Si l'Etat dont l'assisté se prétend ressortissant ne le reconnaît pas comme tel, cet Etat doit fournir des justifications nécessaires à l'Etat de résidence dans un délai de trente jours, ou, à défaut, dans le plus bref délai possible.

Article 10.

(a) Quand le rapatriement est décidé, les autorités diplomatiques ou consulaires de l'Etat d'origine sont avisées-si possible trois semaines à l'avance-du rapatriement de leur ressortissant.

(b) Les autorités bu ou des pays de transit en sont informées par les autorités de l'Etat d'origine.

(c) La désignation des lieux de remise fait l'objet d'ententes entre les autorités compétentes du pays de résidence et du pays d'origine.

TITRE III

Résidence

Article 11.

(a) Le séjour d'un ressortissant étranger sur le territoire de l'une des Parties Contractantes est réputé régulier, au sens de la présente Convention, tant que l'intéressé possède un autorisation de séjour valable ou tout autre permis prévu par les lois et règlements du pays en question l'autorisant à séjourner sur ce territoire. Le défaut de renouvellement de l'autorisation, s'il est dû uniquement à l'inadvertance de l'intéressé, n'entraîne pas la perte du bénéfice de l'assistance.

(b) Le séjour est réputé irrégulier à dater de toute décision d'éloignement prise à l'encontre de l'intéressé sauf s'il est sursis à l'exécution de cette mesure.

Article 12.

La date de départ du délai de résidence fixé par l' article 7 est déterminée dans chaque pays, sauf preuve du contraire soit par des preuves résultant d'enquètes administratives, soit par les documents énumérés à l' annexe III ou par des documents considérés par les lois règlements de chacun des pays comme faisant foi de la résidence.

Article 13.

(a) La continuité de la résidence est attestée par tous moyens de preuve en usage dans le pays de résidence, notamment par l'exercice d'une activité professionnelle ou la production de quittances de loyer.

(b) (i) La résidence est considérée comme continue nonobstant des absences d'une durée inférieure à trois mois, à la condition qu'elles n'aient pas pour motif le rapatriement ou l'expulsion.

(ii) Les absences d'une durée de six mois ou plus interrompent la continuité de la résidence.

(iii) En vue de déterminer si une absence d'une durée de trois à six mois interrompt la continuité de la résidence, il est tenu compte de l'intention de l'intéressé de retourner dans le pays de résidence et de la mesure dans laquelle il a maintenu ses liens avec ce pays pendant son absence.

(iv) Le service sur des navires immatriculés dans le pays de résidence n'est pas censé interrompre la continuité de la résidence. Le service sur d'autres navires est traité conformément aux dispositions des alinéas (i) à (iii) ci-dessus.

Article 14.

N'entrent pas dans le calcul de la durée de résidance les périodes au cours desquelles des prestations d'assistance imputées sur les fonds publics en application des textes énumérés à l'annexe I ont été perçues par l'intéressé, à l'exception des soins médicaux pour maladies aiguës ou des soins de courte durée.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15.

Les administrations et les autorités diplomatiques ou consulaires des Parties Contractantes se prêteront mutuellement toute assistance pour l'exécution de la présente Convention.

Article 16.

(a) Les Parties Contractantes notifieront au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute modification aux lois et règlements en vigueur qui pourrait afecter le contenu des annexes I et III.

(b) Toute Partie Contractante notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute nouvelle loi ou tout nouveau règlement non encore couvert par l'annexe I. Lors de cette notification la Partie Cntractante pourra formuler des réserves concernant l'application de sa nouvelle législation ou réglementation aux ressortissants des autres Parties Contractantes.

(c) Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe communiquera aux autres Parties Contractantes toute information reçue conformément aux paragraphes (a) et)b).

Article 17.

Les Parties Contractantes peuvent, par des ententes bilatérales établir des dispotions transitoires pour les cas d'assistance accordée antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 18.

Les dispositons de la présente Convention ne dérogent nullement aux dispositions des législations nationales, des conventions intrernationales ou des accords bilatéraux ou multilatéraux qui sont plus favorables pour l'ayant droit.

Article 19.

Les annexes I, II, et III font partie integrante de la présente Cnvention.

Article 20.

(a) Toutes les difficultés relavites à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront réglés d'un commun accord par les autorités compéténtes des Parties Contractantes.

(b) S'il n'a pas été possible d'arriver par cette voie à une solution dans un délai de trois mois, le différend sera soumis à l'arbitrage d'un organisme dont la composition sera déterminée par un accord entre lesParties Contractantes; la procédure à suivre sera établie dans les mâmes conditions. A défaut d'un accord sur ce point dans un nouveau délai de trois mois, le différend sera soumis par la Partie la plus diligente à un arbitre désigné par le Président de la Cour internationale de Justice. Au cas où ce dernier serait ressortissant d'une des Parties au différend cette tâche serait confiée au Vice-Président de la Cour ou au juge suivant dans l'ordre d' ancienneté et non ressortissant d'une des Parties au différend.

(c) La décision de l'organisme arbitral ou de l'arbitre sera rendue conformément aux principes et à l'esprit de la présente Convention; elle sera obligatoire et sans appel.

Article 21.

(a) La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés prés le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

(b) La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit le dépôt du deuxième instrument de rafification.

(c) Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit le dépôt de l'instrument de ratification.

Article 22.

(a) Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

(b) L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet le premier jour du mois suivant.

(c) Tout instrument d'adhésion déposé conformément aux dispositions du présent article sera accompagné d'une notification des renseignements qui figurerait dans les annexes I et III à la présenteConvention si le Gouvernement de l'Etat intéressé avait été, à la date de l'adhésion, signataire du présent accord.

(d) Aux fins d'application de la présente Convention, tout renseignement notifié conformément aux dispositions du paragraphe (c) du présent article sera réputé faire partie de l'annexe dans laquelle il serait consigné si le Gouvernement de l'Etat intéressé était signataire du présent accord.

Article 23.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du conseil :

(a) la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention et les noms des Membres qui l'auront ratifiée, ainsi que ceux des Membres qui la ratifieront par la suite ;

(b) le dépôt de tout instrument d'adhésion effectué en application des dispositions de l'article 22 et la réception des renseignements qui l'accompagnent ;

(c) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 24 et la date à laquelle celle-ci prendra effet.

Article 24.

La présente Convention est conclue pour une durée de deux ans à compter de son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraph (b) de l'article 21. Elle restera ensuite en vigueur d'année en année, pour toute Partie Contractante qui ne l'aura pas dénoncée, par notification à cet effet adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moins six mois avant l'expiration soit de la période préliminaire de deux ans, soit de toute période ultérieure d'un an. Cette notification prendra effet à la fin d'une telle période.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris,

le 11 décembre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Conseil de l'Europe, Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
P. van ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
E. WAERUM

Pour le Gouvernement de la République française :
BIDAULT

Pour le Gouvernement de la République Féderale d'Allemagne :
ADENAUER

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
STEPHANOPOULOS

Pour le Gouvernement de la République islandaise :
KRISTINN GUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement d'Irlande :
PROINSIAS MAC AGOAIN

Pour le Gouvernement de la République italienne :
LUDOVICO BENVENUTI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxemoburg :
BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
J.W.BEYEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :
HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre :
(par application de la résolution (53) 30 du Comité des Ministres).
P. van ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
OSTEN UNDEN

Pour le Gouvernement de la République turque :
F. KOPRULU

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
ANTHONY NUTTING

ANNEXE I

Législations d'assistance visées à l'Article Ier de la Convention

BELGIQUE :

Lois de 27 novembre 1891, modifiées par les lois des 16 juin 1920 et 8 juin 1945, et celle du 10 mars 1925, modifiée par la loi du 8 juin 1945 sur l'assistance publique partie, section 130, paragraphe 1, no 1 à 3 ; IIIe partie ; IVe partie, sections 247 à 249.

DANEMARK

Loi d'assistance du 20 Mai 1933 avec amendements ultérieurs, à l'exception des disposition suivantes : IIe partie, section 130, paragraphe I, No I à 3 ; II Ie partie, sections 247 à 249 ;

FRANCE

(a) Assistance à l'enfance.

Loi du 15 avril 1943 sur l'assistance à l'enfance.

Loi du 5 juillet 1944 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux.

(b) Assistance à la famille.

Décret du 29 juillet 1939 et décret du 8 novembre 1951.

(c) Assistance aux adultes

Loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards infirmes et incurables.

Loi du 2 août 1949 sur l'aide aux aveugles et aux grands infirmes (pour ce qui concerne les dispositions d'assistance).

Loi du 24 mai 1951 (article 74) instituant l'allocation compensatrice des augmentations de loyers.

Loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) sur les bureaux de bienfaisance.

Loi du 31 mars 1928 (article 24) sur les allocations militaires.

(d) Assistance médicale gratuite.

Loi du 15 juillet 1893.

Ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse.

Loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :

Règlementation d'assistance du 13 février 1924.

Principes du Reich concernant les conditions, le mode et l'étendue de l'assistance publique, du 4 décembre 1924.

Loi d'assistance aux invalides et aux personnes menacées d'invalidité (Loi sur les invalides 27-2-1957).

Loi relative à la lutte contre les maladies vénériennes du 18 février 1957.

Ordonance sur l'aide aux tuberculeux, du 8 septembre 1942.

Loi prussienne sur l'instruction des enfants aveugles et sourds muets, du 7 août 1911.

GRECE:

La législation hellénique prévoit l'assistance publique aux indigents. Sont considérés comme indigents, en vertue des dispositions du décret royal du 11 juin 1946, les personnes munies d'un certificat d'indigence

délivré par les services compétents du Ministère de la Prévoyance Sociale.

(a) Assistance aux enfants

(i) Prestations de lait: circulaire du Ministrère su Commerce no 267.406]21961]10-12-1951.

Elles sont gratuites pour les enfants jusqu'à deux ans et à prix réduit pour les enfants de deux à six.

(ii) Allocations aux enfants privés de protection parternelle: circulaire du Ministrère de la Prévoyance Sociale No 100.000]1950.

Elles varient selon l'indigence et le nombres des membres protégés de la famille.

(iii) Entrée gratuite des enfants souffrant d'adénopathie dans les préventoriums: circulaire du Ministére de la Prévoynace Sociale No 817]7338]10-1-1952.

(iv) Entrée gratuite dans les orphelinats dits «nationaux»; circulaire du Ministère de la Prévoyance Sociale No 85226]1951.

L'etrée est accordée selon une régle de priorité établie d' après l'indigence et l'état de l'orphelin.

(b) Assistance aux adultes.

(i) Circulaire du Ministère de la Prévoyance Sociale No 104105]14-11-1947.

L'assistance médicale est prévue pour les indigents. Elle comporte l'allocation gratuite de produits pharmeceutiques par les offices de sante et l'allocation de soins médicaux dans des établissements hospitaliers.

(ii) Exemption des frais de transport: circulaire du Ministère de la Marine Marchande No 14931]7-3-50.

Un certain nombre de places sont réservées aux indigents sur les bateauux grecs effectuant le cabotage.

(iii) Exemptions des frais de transport pour le retour au lieu de résidence des prisonniers mis en liberté: circulaire des Ministère des la Justice, des Finances, des Communications et de la Marine Marchande No 59]7-5-1952.

(iv) Exemption des frais judiciaires: art. 220 à 224 du code de procédure civile.

Cette exemption est accordée aux étrangers sur réciprocité.

ISLANDE :

Loi No 80, en date du 5 juin 1947, sur l'assistance sociale.

IRLANDE :

Loi d'assistance aux aveugles, 1920.

Loi d'assistance publique, 1939.

Loi de traitement mental, 1945.

ITALIE :

(a) Texte unique des lois d'ordre public du 18 juin 1931, No 773, art. 142 et suivants, réglement le séjour des étrangers en Italie.

(b) Loi du 17 juillet 1890, No 6972, sur les institutions publiques d'assistance et de bienfaisance, art. 76 et 77, et règlement administratif du 5 février 1891, No 99, art. 112 et 116 pour les infirmes et indigents en général.

(c) Loi du 14 février 1904, No 36, art. 6 et réglement du 16 août 1909. No 615, art. 55, 56, 75, 76 et 77 pour les aliénés.

(d) Décret-loi du 1 juillet 1945, No 425, sur les attributions et l'organisation du Ministère de l'Assistance aux Victimes de la Guerre.

LUXEMBOURG :

Loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Loi du 7 août 1923 ayant pour objet de rendre obligatoire l'instruction des aveugles et des sourds-muets.

PAYS—BAS :

Loi du 27 avril 1912 relative à l'organisation de l' assistance publique.

NORVEGE :

Acte du 19 mai 1900 relatif à l'aide publique.

SARRE :

Réglemention d'assistance du 13 février 1924.

Principes fondamentaux du Reich relatifs aux conditions préalables, au genre et à l'étendue de l'assistance publique, du 1er août 1933.

Ordonnance prussienne d'application relative à l' ordonnance portant devoir d'assistance, du 30 mai 1932.

Loi relative à la prévoyance sociale pour la jeunesse, du 9 juillet 1922..

SUEDE :

Loi sur l'assistance publique du 14 juin 1918.

Loi sur les soins aux enfants du 6 juin 1924, paragraphe 29.

Ordonnance du 30 juin 1948 relative aux allocations pour logements de famille et allocations pour combustibles.

TURQUIE :

Loi d'hygiène publique, articles 72, 72-2, 99, 105, 117, 156.

Loi No 487 relative à la lutte antipaludique, article IV.

Loi No 305.

Loi No 538.

Règlement des institutions hospitalières, articles 4-3 et 5.

Règlement des Unions Ecole-Famille.

ROYAUME—UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

(a) Grande-Bretagne.

Loi sur l'assistance nationale, 1948.

Loi sur le Service national de Santé, 1946 à 1952.

Loi sur le Service national de Santé (Ecosse), 1947 à 1952.

(b) Irlande du Nord

Lois sur l'assistance nationale (Irlande du Nord), 1948 et 1951.

Loi sur les Services de Prévoyance sociale (Irlande du Nord), 1949.

Lois sur les Services de Santé (Irlande du Nord), 1948 à 1952.

Loi sur la santé publique (Tuberculose) (Irlande du Nord), 1946.

ANNEXE II

RESERVES FORMULEES PAR LES PARTIES CONTRACTANTES

1. Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne a formulé la réserve suivante:

«Lorsque la législation allemande metionnée à l'annexe I prévoit l'octroi de subventions speciales et d'un enseignement destines à donner à un individu les moyens de monter une affaire ou de commencer une carrière, ou dans un but d'enseignement professionel, et lorsque ces subventions dépassent le champ d'application de l' assistance prévue par la présente Convention, le Gouvernement de la République Féderale d'Allemagne peu accorder ces subventions spéciales aux ressortissants des autres Parties Contractantes, mais n'est pas tenu de le faire».

2. Le Gouvernement du Luxembourg a formulé la réserve suivante:

«Sans préjudice des dispositions de l'article 18, le Gouvernement luxembourgeois se réserve de n'appliquer l'accord que sous condition d'un séjour minimum de dix ans au regard de la disposition de l'article 7)».

3. Le Gouvernement du Royaume—Uni a formulé la réserve suivante:

«LeGouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de se soustraire aux obligations découlant de l'article 1er en ce qui concerne les personnes susceptibles d' être rapatriées en application des dispositions de l'arti-

cle 7, mais qui ne profitent pas des facilités offertes pour leur rapatriement (y compris le voyage gratuit jusqu'à la frontiére de leur pays d'origine)».

ANNEXE III.

LISTE DES DOCUMENTS FAISANT FOI DE LA RESIDENCE ET VISES A L'ARTICLE II DE LA CONVENTION BELGIQUE:

Carte d'indentité d'étranger ou extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

DANEMARK:

Extraite du registre des étrangers ou du registre de la population.

FRANCE:

Carte de séjour d'étranger.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

Inscription dans le passepost ou extrait du register des ètrangers.

GRECE:

En général, le passeport constitue le document établissant la qualité d'étranger. Des cartes d'indentité sont délivrées per le Service des Etrangers aux étrangers qui s'établissent en Gréce un mois aprés leur arrivée. Dans tous les autres cas les étrangers sont munis d'un permis de séjour.

ISLANDE:

Certificat établi d'après la liste des étrangers tenue par les autorités en matière d'immigration, et certificat établi d'aprés le registre du recensement.

IRLANDE:

Endossement du Ministère de la Justice sur les passeports ou titres de voyage et inscription sur les registres de la police. Ces endossements sont certifiés par la police.

ITALIE:

Certificats d'état civil complétés de tout autre document, y compris un ou plusieurs actes de notoriété rédiges dans les formes usuelles.

LUXEMGOURG:

Carte d'indentité d'étranger.

PAYS—BAS:

Extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

NORVEGE:

Extrait du registre des étrangers.

SARRE:

Législation du domicile.

Carte d'indentité sarroise B.

Copie de la déclaration à la police.

SUEDE:

Passeport ou extrait du registre de l'Office national des étrangers

TURQUIE:

Pemis de séjour pour étrangers.

ROYAUME—UNI DE GRANDE—BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

Extrait des registres du Bureau central des Etrangers (Central Register of Aliens) ou inscription apposée sur le passeport ou autre titre de voyage de l'éntranger.

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION EUROPEENNE D'ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE

Les Gouvernements signataires du présent Protocole, Membres du Conseil de l'Europe.

Vu les dispositions de la Convention européenne d'Assistance sociale et médicale, signée à Paris, le II décembre 1953 (dénommée ci-après «la Convention d'Assistance»);

Vu les dispositions de la Convention relative au Statut des Réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 dénommée ci-après «la Convention de Genève»);

(Désireux d'étendre aux réfugiés, tels qu'ils sont définis dans la Convention de Genève, le bénéfice des dispositions de la Convention d'Assistance,

Sont convenus de ce qui seuit :

Article I

Pour l'application du présent Protocole, le terme «réfugié» a la signification qui lui est attribuée à l'article 1er de la Convention de Genève, sous réserve que chacune de Parties Contractantes fasse, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, une déclaration précisant laquelle des significations indiquées au paragraphe B de l'article 1er de la Convention. Elle entend retenir au point de vue des obligations assumées par Elle en vertu du présent Protocole, à moins qu'Elle n'ait déjà fait cette déclaration au moment de signer ou de ratifier cette Convention.

Article 2.

Les dispositions du titre I de la Convention d'Assistance sont applicables aux réfugiés dans les conditions prévues pour les ressortissants des Parties à cet accord.

Article 3.

1. Les dispositions du titre II de la Convention d'Assistance ne s'appliqueront pas aux réfugiés.

2. Dans le cas des personnes qui ne peuvent plus bénéficier de la Convention de Genéve aux termes des dispositions du haragraphe C de l'article ler de cette Convention, la période de résidence conditionnant le rapatriement fixé à l'article 7 (a) (i) de la Convention d'Assistance commencera à courir à partir de la date où la personne réfugiée a cessé de bénéficier de ces dispositions.

Article 4

Les Parties Contractantes considéront les articles 1, 2 et 3 du présent Protocole comme des articles additionnels à la Convention d'Assistance et les autres dispositions de cette Convention s'appliqueront en conséquence.

Article 5.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention d'Assistance. Il sera ratifié.

2. Tout Etat qui a adhéré à la Convention d'Assistance peut adhérer au présent Protocole.

3. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt du deuxième instrument de ratification.

4. Pour tout signataire qui le ratifiera ultérieurement ou pour tout Etat adhérent, le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

5. Les instruments de ratification et d'adhésion du présent Protocole seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui notifiera à tous les Membres du Conseil de l'Europe et aux Etats adhérents les noms des Etats qui l'auront ratifié ou y auront adhéré.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le II décembre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
P. van ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
E. WAERUM

Pour le Gouvernement de la République française :
BIDAULT

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne : ADENAUER

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce : STEPHANOPOULOS

Pour le Gouvernement de la République islandaise : KRISTINN CUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement d'Irlande : PROINSLAS MAC AOGAIN

Pour le Gouvernement de la République italienne : LUDOVICO BENVENUTI

Pour le Gouvernement du Grannd Duché de Luxembourg : BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas : J.W.BEYEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvege : HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre : (par application de la résolution (53) 30 du Comité des Ministres). P. van ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède : OSTEN UNDEN

Pour le Gouvernement de la République turque : F. KOPRULU

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ANTHONY NUTTING

SERIE DES TRAITES ET CONVENTIONS EUROPEENNES

Accords et Conventions

conclus entre les Membres du Conseil de l'Europe

1. Le statut du Conseil de l'Europe du 5 mai 1949.
2. L'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du 2 septembre 1949.
3. L'Accord Spécial relarif au Siège du Conseil de l'Europe du 2 septembre 1949.
4. L'Accord Complémentaire à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe du 18 mars 1959.
5. La Convention de Sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950.
6. Les Amendements au Statut du 15 mai 1951.
7. L'Amendement au Statut du 18 décembre 1951.
8. Le Statut du Conseil de l'Europe avec amendements et avec les Textes de caractère statutaire adoptés en mai et en août 1951.
9. Le Protocole Additionnel à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 20 mars 1952.
10. Le Protocole Additionnel à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe.
11. L'Amendement au Statut du Conseil de l'Europe du 4 mai 1953.
12. Accord intérimaire européeen concernant les Régimes de Sécurité Sociale relatifs à la Vieillesse, à l' Invalidité et aux Survivants, avec Protocole Additionnel.
13. Accord intérimaire européen concernant la Sécurité Sociale à l'exclusion des Regimes relatifs la Vieillese, à l'invalidité et aux Survivants, avec Protocole Additionnel.
14. Convention Européenne d'Assistance Sociale et Médicale, avec Protocole Additionnel.
15. Convention Européenne relative à l'Equivalence des Diplômes donnant accès aux Etablissements Universitaires.
16. Convention Européenne relative aux Formalités prescrites pour les Demandes de Brevets.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΚΑΙ ΙΑΤΡΙΚΗΣ ΑΝΤΙΛΗΨΕΩΣ

Αἱ ὑπογράφουσαι τὴν παροῦσαν Κυβερνήσεις, Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης,

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι, ὁ σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρου δεσμοῦ μεταξὺ τῶν Μελῶν του, πρὸς προώθησιν, κυρίως, τῆς κοινωνικῆς αὐτῶν προόδου.

Ἔχουσαι τὴν ἀπόφασιν, συμφώνως πρὸς τὸν ἄνω σκοπόν, νὰ ἐπεκτείνουν τὴν συνεργασίαν των ἐπὶ τοῦ κοινωνικοῦ πεδίου, διὰ τῆς καθιερώσεως τῆς ἀρχῆς τῆς ἰσότητος μεταξὺ τῶν πολιτῶν των ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν κειμένων περὶ κοινωνικῆς καὶ ἰατρικῆς ἀντιλήψεως νόμων,

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψουν σχετικὴν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον σύμβασιν,

Συνωμολόγησαν τὰ κάτωθι :

ΤΙΤΛΟΣ Ι.

ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐξασφαλίσῃ εἰς τοὺς πολίτας τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Μερῶν, οἵτινες διαμένουν κανονικῶς εἰς οἱονδήποτε μέρος τοῦ ἐδάφους του, ὅπου ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις, καὶ οἵτινες στεροῦνται πόρων ἐπαρκῶν, τὴν ὑπὸ τῶν ἐν τῷ μέρει τούτῳ τοῦ ἐδάφους του κειμένων νόμων προβλεπομένην κοινωνικὴν καὶ ἰατρικὴν ἀντίληψιν (ἀναφερομένην κατωτέρω «ἡ ἀντίληψις»), καθ' ὃ μέτρον καὶ ὑφ' ἃς συνθήκας παρέχεται αὕτη εἰς τοὺς ἰδίους του πολίτας.

Ἄρθρον 2.

α) Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ ὅροι «ἀντίληψις», «πολῖται», «ἐδάφη» καὶ «χώρα καταγωγῆς», ἔχουν τὴν ἑξῆς ἔννοιαν :

ι) Δι' ὅτι ἀφορᾷ ἕν ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὁ ὅρος «Ἀντίληψις» σημαίνει πᾶσαν βοήθειαν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν ἰσχύι νόμων καὶ κανονισμῶν εἰς οἱονδήποτε μέρος τοῦ ἐδάφους του, δι' ἧς παρέχονται εἰς πρόσωπα στερούμενα πόρων ἐπαρκῶν τὰ μέσα διαβιώσεώς των καὶ ἡ περίθαλψις τὴν ὁποίαν ἀπαιτεῖ ἡ κατάστασίς των, ἐξαιρουμένων τῶν συντάξεων διὰ τὴν παροχὴν τῶν ὁποίων δὲν ἀπαιτεῖται εἰσφορὰ τῶν συνταξιούχων καὶ τῶν παροχῶν εἰς τὰ θύματα πολέμου ἢ κατοχῆς.

ιι) Οἱ ὅροι «πολῖται» καὶ «ἐδάφη» Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἔχουν τὴν ἔννοιαν ἣν τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει καθορίσει διὰ δηλώσεώς του ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὅστις θὰ τὴν ἀνακοινώσῃ εἰς τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Μέρη. Διασαφηνίζεται ἐν τούτοις ὅτι οἱ πολῖται Κράτους τινὸς οἵτινες ἀπώλεσαν τὴν ἐθνικότητά των, χωρὶς νὰ ἔχουν δηλωθῇ ἔκπτωτοι αὐτῆς, καὶ οἵτινες κατέστησαν οὕτω ἀπάτριδες, θὰ ἐξακολουθήσουν θειωρούμενοι ὡς πολῖται μέχρις ὅτου ἀποκτήσουν ἄλλην ἐθνικότητα.

ιιι) Ὁ ὅρος «Χώρα καταγωγῆς», δηλοῖ τὸ Κράτος οὗτινος πολίτης εἶναι τὸ ἄτομον, ὅπερ πρόκειται νὰ ἐπωφεληθῇ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β) Οἱ νόμοι καὶ οἱ Κανονισμοί, οἵτινες εἶναι ἐν ἰσχύι εἰς τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις, ὡς καὶ αἱ ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις, ἀπαριθμοῦνται ἀντιστοίχως εἰς τὰ Παραρτήματα Ι καὶ ΙΙ.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἀπόδειξις τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἐνδιαφερομένου θὰ γίνεται συμφώνως πρὸς τοὺς ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας καταγωγῆς τεθειμένης ἐπὶ τοῦ θέματος κανόνας.

Ἄρθρον 4.

Τὰ ἔξοδα ἀντιλήψεως παρεχομένης εἰς πολίτην ἑνὸς

οἱουδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ βαρύνουν τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ παρέχει τὴν ἀντίληψιν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως παρέχουν ἀμοιβαίως τὰς καλάς των ὑπηρεσίας, ἐν ᾧ μέτρῳ τοῖς ἐπιτρέπεται ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν των, πρὸς διευκόλυνσιν, κατὰ τὸ δυνατόν, διὰ τὴν ἀπάδοσιν τῶν δαπανῶν ἀντιλήψεως, εἴτε ὑπὸ τρίτων ἐχόντων χρηματικὰς ὑποχρεώσεις ἔναντι τοῦ πρὸς ὃν παρέχεται ἡ ἀντίληψις, εἴτε ὑπὸ προσώπων ἐχόντων τὴν ὑποχρέωσιν νὰ φροντίζουν διὰ τὴν συντήρησιν αὐτοῦ.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ.

ΕΠΑΝΑΠΑΤΡΙΣΜΟΣ

Ἄρθρον 6.

α) Συμβαλλόμενον Μέρος δὲν δύναται νὰ ἐπαναπατρίσῃ πολίτην ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, κανονικῶς διαμένοντα εἰς τὸ ἔδαφός του, διὰ μόνον τὸ λόγον ὅτι ἐνδιαφερόμενος ἔχει ἀνάγκην ἀντιλήψεως.

β) Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως κωλύει τὴν ἐξάσκησιν τοῦ δικαιώματος τῆς ἐξορίας διὰ πᾶσαν αἰτίαν ἄλλην ἢ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

Ἄρθρον 7.

α) Κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6 (α) Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐπαναπατρίσῃ πολίτην ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, διαμένοντα εἰς τὸ ἔδαφός του διὰ τὴν ἐν τῷ εἰρημένῳ ἄρθρῳ 6, παράγραφος (α), ὁριζομένην αἰτίαν, ἐφόσον συντρέχουσιν οἱ κάτωθι ὅροι:

ι) ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος δὲν διαμένῃ συνεχῶς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἀπὸ πενταετίας τοὐλάχιστον εἰσελθὼν πρὸ τοῦ πεντηκοστοῦ πέμπτου ἔτους τῆς ἡλικίας του καὶ, ἀπὸ δεκαετίας τοὐλάχιστον, ἐὰν εἰσῆλθε μετὰ τὸ πεντηκοστὸν πέμπτον ἔτος τῆς ἡλικίας του.

ιι) ἐὰν ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας του ἐπιτρέπῃ τὴν μεταφοράν.

ιιι) δὲν ἔχῃ στενοὺς δεσμοὺς συνδέοντας αὐτὸν μὲ τὴν χώραν εἰς ἣν διαμένει,

β) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅτι δὲν θὰ προσφύγουν εἰς τὸν ἐπαναπατρισμὸν εἰμὴ ἐν λίαν περιωρισμένῳ μέτρῳ καὶ μόνον ἐφόσον λόγοι ἀνθρωπισμοῦ δὲν ἐμποδίζουν αὐτόν.

γ) Ἐν τῷ αὐτῷ ὡς ἄνω πνεύματι, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέχονται ὅτι ἐὰν τὸ μέτρον τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ λαμβάνηται κατὰ προσώπου ὑπὸ ἀντίληψιν, ἐνδείκνυται ὅπως παρασχεθοῦν εἰς τὸν σύζυγόν του καὶ τὰ τέκνα του ὅλαι αἱ εὐκολίαι διὰ νὰ δυνηθοῦν νὰ τὸν συνοδεύσουν.

Ἄρθρον 8.

α) Τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἐπαναπατρίζει πολίτην ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 ἀναλαμβάνει τὰ ἔξοδα τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ μέχρι τῶν συνόρων τῆς χώρας εἰς ἣν ἐπαναπατρίζεται.

β) Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ δεχθῇ πάντα πολίτην τοῦ ἐπαναπατριζομένου συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7.

γ) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν διὰ τοῦ ἐδάφους του διοδον εἰς πᾶν πρόσωπον ἐπαναπατριζόμενον συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7.

Ἄρθρον 9.

Ἐὰν τὸ Κράτος τοῦ ὁποίου πολίτης ἰσχυρίζεται ὅτι εἶναι ὁ ὑπὸ ἀντίληψιν εὑρισκόμενος, δὲν τὸν ἀναγνωρίζῃ ὡς τοιοῦτον, τὸ Κράτος τοῦτο ὀφείλει νὰ παράσχῃ εἰς τὸ Κράτος ὅπου οὗτος διαμένει, τὰ ἀπαιτούμενα δικαιολογητικὰ ἐντὸς προθεσμίας τριάκοντα ἡμερῶν, ἄλλως, τὸ δυνατὸν ταχύτερον.

Ἄρθρον 10.

α) Ὅταν ὁ ἐπαναπατρισμὸς ἀποφασισθῇ, αἱ διπλωματικαὶ ἢ προξενικαὶ Ἀρχαὶ τῆς Χώρας καταγωγῆς εἰδοποιοῦνται, εἰ δυνατὸν πρὸ τριῶν ἑβδομάδων, περὶ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τοῦ πολίτου των.

β) Αἱ Ἀρχαὶ τῆς ἢ τῶν Χωρῶν δι' ὧν πρόκειται νὰ διέλθῃ ὁ ἐπαναπατριζόμενος εἰδοποιοῦνται περὶ τῆς διευκόλυνσεώς του ὑπὸ τοῦ Κράτους τῆς καταγωγῆς του.

γ) Ὁ καθορισμὸς τοῦ τόπου παραδόσεως θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῆς Χώρας διαμονῆς καὶ τῆς Χώρας καταγωγῆς.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ.

ΔΙΑΜΟΝΗ

Ἄρθρον 11.

α) Ἡ διαμονὴ ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θεωρεῖται κανονική, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐφόσον ὁ ἐνδιαφερόμενος κέκτηται ἔγκυρον ἄδειαν διαμονῆς ἢ οἱανδήποτε ἄλλην ἄδειαν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν Νόμων καὶ τῶν Κανονισμῶν τῆς ἐν λόγῳ Χώρας ἐπιτρέπουσαν εἰς αὐτὸν νὰ διαμένῃ ἐν τῷ ἐδάφει της. Ἡ μὴ ἀνανέωσις τῆς ἀδείας, ἐὰν ὀφείληται ἀποκλειστικῶς, εἰς ἀμέλειαν τοῦ ἐνδιαφερομένου, δὲν ἐπιφέρει ἀπώλειαν τοῦ εὐεργετήματος τῆς ἀντιλήψεως.

β) Ἡ διαμονὴ θεωρεῖται ἀντικανονικὴ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας πάσης ἀποφάσεως περὶ ἀπομακρύνσεως λαμβανομένης κατὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου, πλὴν ἐὰν ἐδόθη ἀναστολὴ τῆς ἐκτελέσεώς της.

Ἄρθρον 12.

Ἡ ἡμέρα τῆς ἐνάρξεως τῆς προθεσμίας παραμονῆς ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 7, καθορίζεται, ἐν ἑκάστῃ Χώρᾳ, πλὴν ἀποδείξεως τοῦ ἐναντίου, εἴτε ὑπὸ ἀποδείξεως πρόσφατων ἐκ διοικητικῶν ἀνακρίσεων, εἴτε ὑπὸ τῶν ἐν παραρτήματι ΙΙΙ ἀπαριθμουμένων ἐγγράφων εἴτε ὑπὸ ἐγγράφων θεωρουμένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ Κανονισμῶν ἑκάστης Χώρας ὡς ἀποδείξεις τῆς διαμονῆς.

Ἄρθρον 13.

α) Τὸ συνεχὲς τῆς διανομῆς βεβαιοῦται διὰ παντὸς ἀποδεικτικοῦ μέσου ἐν χρήσει ἐν τῇ Χώρᾳ διαμονῆς, κυρίως διὰ τῆς ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἢ διὰ τῆς προσκομίσεως ἀποδείξεων πληρωμῆς ἐνοικίων.

β) ι) Ἡ διαμονὴ θεωρεῖται συνεχὴς παρὰ τυχὸν ἀπουσίας διαρκείας μικροτέρας τοῦ τριμήνου ἐκτὸς ἐὰν ὀφείλωνται αὗται εἰς ἐπαναπατρισμὸν ἢ ἐξορίαν.

ιι) Ἀπουσίαι ἓξ ἢ πλέον μηνῶν διακόπτουν τὴν συνέχειαν τῆς διαμονῆς.

ιιι) Ἵνα καθορισθῇ ἐὰν ἀπουσία τριῶν μέχρις ἓξ μηνῶν διακόπτῃ τὴν συνέχειαν τῆς διαμονῆς, λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ἡ πρόθεσις τοῦ ἐνδιαφερομένου νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν Χώραν διαμονῆς καὶ τὸ μέτρον καθ' ὃ διετήρησε τοὺς δεσμούς του μετὰ τῆς Χώρας ταύτης, κατὰ τὴν ἀπουσίαν του.

IV) Ἡ ὑπηρεσία ἐπὶ πλοίων νηολογημένων εἰς τὴν Χώραν διαμονῆς δὲν θεωρεῖται διακόπτουσα τὴν συνέχειαν τῆς διαμονῆς:

Ὑπηρεσία ἐπὶ ἄλλων πλοίων ὑπάγεται εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους Ι ἕως ΙΙΙ.

Ἄρθρον 14.

Δὲν ὑπολογίζονται διὰ τὴν συνέχειαν τῆς διαμονῆς, αἱ περίοδοι καθ' ἃς ὁ ἐνδιαφερόμενος ἔλαβε παροχὰς ἀντιλήψεως ἐκ δημοσίων χρημάτων, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἐν παραρτήματι Ι ἀπαριθμουμένων διατάξεων, ἐξαιρέσει τῆς ἰατρικῆς περιθάλψεως δι' ὀξείας ἀσθενείας ἢ μικρᾶς διαρκείας.

ΤΙΤΛΟΣ IV.

ΔΙΑΦΟΡΟΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 15.

Αἱ Διοικητικαὶ Ὑπηρεσίαι καὶ αἱ Διπλωματικαὶ καὶ Προξενικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ παρέχουν ἀμοιβαίαν βοήθειαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 16.

α) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ἐν ἰσχύϊ Νόμων καὶ Κανονισμῶν, ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιδράσῃ ἐπὶ τῶν διατάξεων τῶν Παραρτημάτων I καὶ III.

β) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πάντα νέον νόμον ἢ Κανονισμὸν μὴ συνάδοντα πρὸς τὸ Παράρτημα I. Κατὰ τὴν κοινοποίησιν ταύτην τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις σχετικῶς μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς νέας του νομοθεσίας ἢ τῶν νέων κανονισμῶν του εἰς τοὺς πολίτας τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Μερῶν.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὰ ἄλλα Συμβαλλόμενα Μέρη πᾶσαν πληροφορίαν λαμβανομένην συμφώνως ταῖς παραγράφοις α) καὶ β).

Ἄρθρον 17.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, διὰ διμερῶν συμφωνιῶν, νὰ καθορίσουν μεταβατικὰς διατάξεις διὰ τὰς περιπτώσεις ἀντιλήψεως παρεχομένης πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀντίκεινται εἰς τὰς διατάξεις ἐθνικῶν νόμων, διεθνῶν συμβάσεων διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν, αἵτινες εἶναι εὐνοϊκώτεραι διὰ τὸν δικαιοῦχον.

Ἄρθρον 19.

Τὰ παραρτήματα I, II καὶ III ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 20.

α) Πᾶσα δυσκολία σχετικὴ μὲ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ κανονίζεται ἀπὸ συμφώνου ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

β) Ἐὰν δὲν δύναται νὰ ἐπέλθῃ λύσις διὰ τοῦ τρόπου τούτου ἐντὸς τριῶν μηνῶν, ἡ διαφορὰ θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὴν διαιτησίαν Ὀργανισμοῦ, οὗ ἡ σύνθεσις θὰ καθορίζεται ὑπὸ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ἀκολουθητέα διαδικασία θὰ καθορισθῇ κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον. Ἐν περιπτώσει μὴ συμφωνίας ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου ἐντὸς νέας τριμήνου προθεσμίας, ἡ διαφορὰ θὰ ὑποβληθῇ ὑπὸ τοῦ ἐπισπεύδοντος Μέρους εἰς Διαιτητὴν ὁριζόμενον ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὁ τελευταῖος οὗτος θὰ ἦτο πολίτης ἑνὸς τῶν διαφωνούντων Μερῶν, ἡ ὑπόδειξις τοῦ Διαιτητοῦ θὰ ἀνατεθῇ εἰς τὸν Ἀντιπρόεδρον τοῦ Δικαστηρίου ἢ εἰς τὸν μετ' αὐτὸν ἀρχαιότερον, μὴ πολίτην ἑνὸς τῶν διϊσταμένων Μερῶν.

γ) Ἡ ἀπόφασις τοῦ Διαιτητικοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ τοῦ Διαιτητοῦ θὰ ἐκδοθῇ συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς καὶ τὸ πνεῦμα τῆς παρούσης Συμβάσεως: θὰ ᾖ ὑποχρεωτικὴ καὶ ἀνέκκλητος.

Ἄρθρον 21.

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν ὑπογραφήν της ὑπὸ τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὴν κύρωσιν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

β) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο κυρωτικῶν ἐγγράφων.

γ) Διὰ πᾶν Μέλος ὅπερ θὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μεταγενεστέρως, αὕτη θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ κυρωτικοῦ ἐγγράφου.

Ἄρθρον 22.

α) Ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος, μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου, ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

β) Ἡ προσχώρησις θὰ γίνηται διὰ καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐγγράφου προσχωρήσεως, ὅπερ θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ ἑπομένου μηνός.

γ) Πᾶν ἔγγραφον προσχωρήσεως, κατατιθεμένον συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ συνοδεύηται ὑπὸ κοινοποιήσεως τῶν πληροφοριῶν, αἵτινες θὰ ἔδει νὰ καταχωρισθοῦν εἰς τὰ παραρτήματα I καὶ III τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους εἶχεν ὑπογράψει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς προσχωρήσεως.

δ) Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως πᾶσα πληροφορία κοινοποιουμένη συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παραγράφου γ'. τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ θεωρῆται ὡς ἀποτελοῦσα μέρος τοῦ παραρτήματος εἰς ὃ θὰ εἶχε καταχωρισθῇ ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους εἶχεν ὑπογράψει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 23.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου :

α) Τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὰ ὀνόματα τῶν Μελῶν, ἅτινα τὴν ἔχουν κυρώσει ὡς καὶ τὰ ὀνόματα ἐκείνων ἅτινα θὰ τὴν κυρώσουν μεταγενεστέρως,

β) τὴν κατάθεσιν παντὸς κυρωτικοῦ ἐγγράφου γενομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 22 καὶ τὴν λῆψιν τῶν συνοδευουσῶν αὐτὸ πληροφοριῶν,

γ) πᾶσαν κοινοποίησιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 24 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἀφ' ἧς θὰ ἀρχίσῃ ἡ ἰσχὺς αὐτῆς.

Ἄρθρον 24.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνάπτεται διὰ περίοδον δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς της, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου β'. τοῦ ἄρθρου 21. Θὰ παραμένῃ κατόπιν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος διὰ πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ δὲν θὰ τὴν ἔχῃ καταγγείλει διὰ κοινοποιήσεώς του πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἓξ τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς λήξεως εἴτε τῆς ἀρχικῆς διετοῦς περιόδου εἴτε πάσης μεταγενεστέρας ἐτησίας περιόδου. Ἡ κοινοποίησις αὕτη θὰ ἰσχύῃ ἀπὸ τοῦ τέλους ἑκάστης τῶν ἄνω περιόδων.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ, οἱ κάτωθι ὑπογραφόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΕΓΕΝΕΤΟ ἐν Παρισίοις τῇ 11 Δεκεμβρίου 1953, εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ἀγγλικήν, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξίσου αὐθεντικῶν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον κατατεθησόμενον εἰς τὰ Ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ κοινοποιήσῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ὅλους τοὺς ὑπογράψαντας.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου Κάτω Χωρῶν

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Διαμερίσματος τοῦ Σάαρ (κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἀποφάσεως 53]30 τῆς ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπῆς)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰρλανδίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

ΝΟΜΟΘΕΣΙΑΙ ΠΕΡΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΛΗΨΕΩΣ.

περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 1 τῆς Συμβάσεως

ΒΕΛΓΙΟΝ

Νόμοι τῆς 27 Νοεμβρίου 1891, τροποποιηθέντες ὑπὸ τῶν νόμων τῶν 16 Ἰουνίου 1920 καὶ 8 Ἰουνίου 1945, καὶ νόμος τῆς 10ης Μαρτίου 1925, ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ νόμου τῆς 8ης Ἰουνίου 1945 «περὶ Κοινωνικῆς Ἀντιλήψεως».

ΔΑΝΙΑ

Νόμος περὶ Δημοσίας Ἀντιλήψεως τῆς 20ης Μαΐου 1933, μετὰ τῶν μεταγενεστέρων τροποποιήσεων, ἐξαιρουμένων τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Μέρος ΙΙ, Ἄρθρον 130, παράγραφος Ι, ἐδάφια Ι ἕως 3.

Μέρος IV, Ἄρθρα 247 ἕως 249.

ΓΑΛΛΙΑ

α) Ἀντίληψις παρεχομένη εἰς τὰ παιδία :

Νόμος τῆς 15 Ἀπριλίου 1943, ἀντίληψις εἰς παιδία.

Νόμος τῆς 5 Ἰουλίου 1944, περὶ ἀποδόσεως εἰς ἰδιωτικοὺς Ὀργανισμοὺς ἐξόδων συντηρήσεως καὶ ἐκπαιδεύσεως ἀνηλίκων, ἠθικῶς κινδυνευόντων καὶ ἀνωμάλων παιδίων.

β) Ἀντίληψις παρεχομένη εἰς τὴν οἰκογένειαν: Διάταγμα τῆς 29 Ἰουλίου 1939 καὶ Διάταγμα τῆς 8ης Νοεμβρίου 1951.

γ) Ἀντίληψις παρεχομένη εἰς ἐνήλικας :

Νόμος τῆς 14ης Ἰουλίου 1905, περὶ ἀντιλήψεως τῶν γερόντων, ἀναπήρων καὶ ἀνιάτων.

Νόμος τῆς 2ας Αὐγούστου 1949, περὶ βοηθείας τῶν τυφλῶν καὶ βαρέως ἀναπήρων (δι' ὅτι ἀφορᾷ τὰς διατάξεις περὶ ἀντιλήψεως).

Νόμος τῆς 24ης Μαΐου 1951 (ἄρθρον 74) καθιερῶν ἐπιδόματα εἰς ἀντιστάθμισμα τῶν αὐξήσεων τῶν ἐνοικίων.

Νόμος τῆς 7ης Παχνώδους ἔτους V (27 Νοεμβρίου 1796) περὶ ἀγαθοεργῶν γραφείων.

Νόμος τῆς 31ης Μαρτίου 1928 (ἄρθρον 24) περὶ στρατιωτικῶν ἐπιδομάτων.

δ) Δωρεὰν ἰατρικὴ ἀντίληψις :

Νόμος τῆς 15ης Ἰουλίου 1893.

Διαταγὴ τῆς 31ης Ὀκτωβρίου 1945, περὶ τοῦ ἀντιφυματικοῦ ἀγῶνος.

Νόμος τῆς 30ης Ἰουνίου 1838, περὶ φρενοβλαβῶν.

ΟΜΟΣΠΟΝΔΟΣ ΓΕΡΜΑΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

Κανονισμὸς ἀντιλήψεως τῆς 13ης Φεβρουαρίου 1924. Ἀρχαὶ τοῦ Ράϊχ, περὶ τῶν συνθηκῶν, τοῦ τρόπου καὶ τῆς ἐκτάσεως τῆς δημοσίας ἀντιλήψεως, τῆς 4ης Δεκεμβρίου 1924.

Νόμος σχετικὸς πρὸς τὸν ἀγῶνα κατὰ τῶν ἀφροδισίων νοσημάτων, τῆς 18ης Φεβρουαρίου 1927.

Διαταγὴ περὶ ἀντιλήψεως, τῶν φυματικῶν, τῆς 8ης Σεπτεμβρίου 1942.

Νόμος τῆς Πρωσσίας περὶ ἐκπαιδεύσεως τῶν τυφλῶν καὶ κωφαλάλων παιδίων, τῆς 7ης Αὐγούστου 1911.

ΕΛΛΑΣ

Ἡ Ἑλληνικὴ Νομοθεσία προβλέπει περὶ τῆς ἀντιλήψεως τῆς παρεχομένης ὑπὸ τοῦ Δημοσίου εἰς τοὺς ἀπόρους. Θεωροῦνται ἄποροι, κατὰ τὰς διατάξεις , τοῦ Β. Διατάγματος τῆς 11ης Ἰουνίου 1946, τὰ πρόσωπα, ἅτινα εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικοῦ ἀπορίας ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ὑπηρεσιῶν τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

α) Ἀντίληψις παρεχομένη εἰς παιδία :

Ι) Παροχὴ γάλακτος : Ἐγκύκλιος τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου ἀριθ. 267.406]21961 τῆς 12ης Δεκεμβρίου 1951. Παρέχονται δωρεὰν διὰ τὰ παιδία μέχρι 2 ἐτῶν καὶ μὲ ἠλαττωμένην τιμὴν διὰ τὰ παιδία ἀπὸ 2 μέχρις 6 ἐτῶν.

ΙΙ) Ἐπιδόματα εἰς παιδία στερούμενα τῆς πατρικῆς προστασίας : Ἐγκύκλιος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἀριθ. 100.000]1950. Ποικίλλουν ἀναλόγως τῆς ἀπορίας καὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ὑπὸ ἀντίληψιν μελῶν τῆς οἰκογενείας.

ΙΙΙ) Δωρεὰν εἰσδοχὴ εἰς τὰ Πρεβαντόρια τῶν ἀδενοπαθῶν παιδίων : Ἐγκύκλιος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἀριθ. 817]7338] τῆς 10ης Ἰανουαρίου 1952.

IV) Δωρεὰν εἰσδοχὴ εἰς τὰ λεγόμενα «Ἐθνικὰ» Ὀρφανοτροφεῖα. Ἐγκύκλιος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἀριθ. 85216]1951.

Ἡ εἰσδοχὴ γίνεται κατὰ σειρὰν προτεραιότητος ἀναλόγως τῆς ἀπορίας καὶ τῆς καταστάσεως τοῦ ὀρφανοῦ.

β) Ἀντίληψις παρεχομένη εἰς ἐνήλικας :

ι) Ἐγκύκλιος Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἀριθ. 104105] τῆς 14ης Νοεμβρίου 1947.

Προβλέπεται ἡ παροχὴ ἰατρικῆς ἀντιλήψεως εἰς τοὺς ἀπόρους. Περιλαμβάνει τὴν δωρεὰν χορήγησιν φαρμακευτικῶν εἰδῶν ὑπὸ τῶν ὑγειονομικῶν κέντρων καὶ ἰατρικὴν περίθαλψιν εἰς τὰ νοσηλευτικὰ Ἱδρύματα.

ιι) Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ ἔξοδα ταξειδίων : Ἐγκύκλιος τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἀριθ. 14931 τῆς 7ης Μαρτίου 1951.

Ὡρισμένος ἀριθμὸς εἰσιτηρίων κρατεῖται διὰ τοὺς ἀπόρους ἐπὶ τῶν Ἑλληνικῶν ἀτμοπλοίων ἀκτοπλοΐας..

ιιι) Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ ἐξόδων ταξειδίου διὰ τὴν ἐπιστροφὴν εἰς τοὺς τόπους παραμονῆς των τῶν ἐλευθερουμένων φυλακισμένων : Ἐγκύκλιος τῶν Ὑπουργείων Δικαιοσύνης, Οἰκονομικῶν, Συγκοινωνιῶν καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἀριθ. 59 τῆς 7ης Μαΐου 1952.

ιν) Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τῶν δικαστικῶν ἐξόδων : ἄρθρα 220 ἕως 224 τοῦ Κώδικος Ποινικῆς Δικονομίας. Ἡ ἀπαλλαγὴ αὕτη χορηγεῖται εἰς τοὺς ξένους ἐπὶ τῷ ὅρῳ τῆς ἀμοιβαιότητος.

ΙΣΛΑΝΔΙΑ

Νόμος ὑπ' ἀριθ. 80 τῆς 5ης Ἰουνίου 1947, περὶ Κοινωνικῆς Προνοίας.

ΙΡΛΑΝΔΙΑ

Νόμος περὶ ἀντιλήψεως τῶν τυφλῶν τοῦ 1920 Νόμος περὶ δημοσίας ἀντιλήψεως τοῦ 1920. Νόμος περιθάλψεως φρενοβλαβῶν τοῦ 1945.

ΙΤΑΛΙΑ

α) Ἐνιαῖον κείμενον τῶν νόμων δημοσίας τάξεως τῆς 18ης Ἰουνίου 1931, ἀριθ. 773, ἄρθρα 142 καὶ ἑπόμενα. ρυθμίζοντα τὴν διαμονὴν τῶν ξένων ἐν Ἰταλίᾳ.

β) Νόμος τῆς 17ης Ἰουλίου 1890, ἀριθ. 6972, περὶ δημοσίων Ἱδρυμάτων ἀντιλήψεως καὶ ἀγαθοεργίας, ἀριθ. 76 καὶ 77, καὶ Διοικητικὸς Κανονισμὸς τῆς 5ης Φεβρουαρίου 1891, ἀριθ. 99, ἄρθρα 112 καὶ 116, περὶ ἀναπήρων καὶ ἀπόρων ἀν γένει.

γ) Νόμος τῆς 14ης Φερβουαρίου 1904, ἀριθ. 36. ἄρθρον 6 καὶ Κανονισμὸς τῆς 16ης Αὐγούστου 1909, ἀριθ. 615, ἄρθρα 55, 56, 75, 76, 77 περὶ φρενοβλαβῶν.

δ) Νομοθετικὸν Διάταγμα τῆς 31ης Ἰουλίου 1945, ἀριθ. 425 Δικαιοδοσία καὶ Ὀργανισμὸς τοῦ Ὑπουργείου Ἀντιλήψεως Θυμάτων Πολέμου.

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ

Νόμος τῆς 28ης Μαΐου 1897 περὶ κατοικίας διὰ τὴν περίπτωσιν ἀντιλήψεως.

Νόμος τῆς 7ης Αὐγούστου 1923, περὶ ὑποχρεωτικῆς ἐκπαιδεύσεως τῶν τυφλῶν καὶ κωφαλάλων.

ΟΛΛΑΝΔΙΑ

Νόμος τῆς 27ης Ἀπριλίου 1912 περὶ ὀργανώσεως τῆς δημοσίας ἀντιλήψεως.

ΝΟΡΒΗΓΙΑ

Πρᾶξις τῆς 19ης Μαΐου 1900 περὶ δημοσίας ἀντιλήψεως.

ΔΙΑΜΕΡΙΣΜΑ ΤΟΥ ΣΑΑΡ

Κανονισμὸς ἀντιλήψεως τῆς 13ης Φεβρουαρίου 1924. Βασικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ Ράγχ περὶ τῶν προϋποθέσεων, τοῦ εἴδους καὶ τῆς ἐκτάσεως τῆς δημοσίας ἀντιλήψεως, τῆς 1ης Αὐγούστου 1933.

Διαταγὴ τῆς Πρωσσίας περὶ ἐφαρμογῆς τῆς Διαταγῆς τῆς ἐπιβαλλούσης τὴν ὑποχρέωσιν ἀντιλήψεως, τῆς 30ῆς Μαΐου 1932.

Νόμος κοινωνικῆς προνοίας τῆς νεότητος, τῆς 9ης Ἰουλίου 1922.

ΣΟΥΗΔΙΑ

Νόμος περὶ δημοσίας ἀντιλήψεως τῆς 14ης Ἰουνίου 1918.

Νόμος περὶ περιθάλψεως τῶν παιδίων τῆς 6ης Ἰουνίου 1924, παράγραφος 29.

Διαταγὴ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1948, περὶ ἐπιδομάτων δι' οἰκογενειακὰς κατοικίας καὶ ἐπιδομάτων καυσίμων.

ΤΟΥΡΚΙΑ

Νόμος περὶ δημοσίας Ὑγιεινῆς, ἄρθρα 72,72 – 2, 99, 105, 117, 156.

Νόμος ἀριθ. 487 περὶ ἀνθιελονοσιακοῦ ἀγῶνος. ἄρθρον IV.

Νόμος ἀριθ. 305.

Νόμος ἀριθ. 538.

Κανονισμὸς τῶν Νοσοκομειακῶν Ἱδρυμάτων, ἄρθρα 4 – 3 καὶ 5.

Κανονισμὸς τῶν Ἑνώσεων Σχολείων – Οἰκογένεια.

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΜΕΓ. ΒΡΕΤΑΝΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ

α) Μεγάλη Βρεταννία.

Νόμος περὶ Ἐθνικῆς Ἀντιλήψεως, 1948.

Νόμος περὶ Ἐθνικῆς Ὑγιεινῆς Ὑπηρεσίας, 1946–1952.

Νόμος περὶ Ἐθνικῆς Ὑγιεινῆς Ὑπηρεσίας, Σκωτία, 1947 – 1952.

β) Βόρειος Ἰρλανδία.

Νόμοι περὶ Ἐθνικῆς Ἀντιλήψεως (Βόρειος Ἰρλανδία) 1948 – 1951.

Νόμος περὶ Ὑπηρεσιῶν Κοινωνικῆς Προνοίας (Βόρειος Ἰρλανδία) 1949.

Νόμος περὶ ὑγειονομικῶν ὑπηρεσιῶν (Βόρειος Ἰρλανδία) 1948 ἕως 1952.

Νόμος ἐπὶ τῆς Δημοσίας Ὑγείας (φυματίωσις) Βόρειος Ἰρλανδία) 1946.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ ΔΙΑΤΥΠΩΘΕΙΣΑΙ ΥΠΟ ΤΩΝ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΩΝ ΜΕΡΩΝ

1. Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΟΥ ΓΕΡΜΑΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ διετύπωσε τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν :

«Ὅταν ἡ ἐν τῷ παραρτήματι Ι ἀναφερομένη Γερμανικὴ νομοθεσία προβλέπῃ περὶ παροχῆς εἰδικῶν ἐπιχορηγήσεων καὶ ἐκπαιδεύσεως πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐξασφαλίσεως εἰς ἄτομόν τι τῶν μέσων νὰ ὀργανώσῃ ἐπιχείρησιν ἢ νὰ ἀρχίσῃ σταδιοδρομίαν ἢ πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως, καὶ ὅταν αἱ ἐπιχορηγήσεις αὗται ἐξέρχωνται τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς τῆς ὑπὸ τῆς παρούσης προβλεπομένης ἀντιλήψεως, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανικῆς Δημοκρατίας δύναται, ἀλλὰ δὲν ὑποχρεοῦται, νὰ χορηγήσῃ τὰς εἰδικὰς ταύτας ἐπιχορηγήσεις εἰς τοὺς πολίτας τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Μερῶν».

2. Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ διετύπωσε τὸν κάτωθι ἐπιφύλαξιν :

«Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 18 ἡ Κυβέρνησις τοῦ Λουξεμβούργου ἐπιφυλάσσεται νὰ μὴ ἐφαρμόσῃ τὴν συμφωνίαν εἰμὴ ὑπὸ τὸν ὅρον ἐλαχίστης δεκαετοῦς διαμονῆς δι' ὅτι ἀφορᾷ τὴν διάταξιν τοῦ ἄρθρου 7».

3. Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΟΥ ΗΝΩΜΕΝΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ διετύπωσε τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν :

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος ἐπιφυλάσσει ἑαυτῇ τὸ δικαίωμα νὰ ἀποφύγῃ τὰς ἐκ τοῦ ἄρθρου 1 ὑποχρεώσεις δι' ὅτι ἀφορᾷ πρόσωπα δυνάμενα νὰ ἐπαναπατρισθοῦν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 7, ἀλλὰ τὰ ὁποῖα δὲν ἐπωφελοῦνται τῶν εὐκολιῶν αἵτινες τοῖς προσεφέρθησαν πρὸς ἐπαναπατρισμὸν (συμπεριλαμβανομένου τοῦ δωρεὰν ταξειδίου μέχρι τῶν συνόρων τῆς χώρας καταγωγῆς των).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΕΓΓΡΑΦΩΝ ΑΠΟΔΕΙΚΝΥΟΜΕΝΩΝ ΤΗΝ ΔΙΑΜΟΝΗΝ ΚΑΙ ΑΝΑΦΕΡΟΜΕΝΩΝ ΕΙΣ ΑΡΘΡΟΝ ΙΙ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ

ΒΕΛΓΙΟΝ

Δελτίον ταυτότητος ὡς ξένου ἢ ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου Καταχωρίσεως τῶν Ξένων ἢ ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου Καταχωρίσεως τοῦ πληθυσμοῦ.

ΔΑΝΙΑ

Ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου Ξένων ἢ τοῦ Βιβλίου Πληθυσμοῦ.

ΓΑΛΛΙΑ

Δελτίον διαμονῆς ξένου.

ΟΜΟΣΠΟΝΔΟΣ ΓΕΡΜΑΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

Ἐγγραφὴ ἐπὶ τοῦ διαταβηρίου ἢ ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου Ξένων.

ΕΛΛΑΣ

Γενικῶς, τὸ διαβατήριον εἶναι τὸ ἔγγραφον ὅπερ καθορίζει τὴν ἰδιότητα τοῦ Ξένου. Δελτία ταυτότητος παραχωροῦνται ὑπὸ τῆς Ὑπηρεσίας Ξένων εἰς τοὺς ἐν Ἑλλάδι ἐγκαθισταμένους ξένους ἕνα μῆνα μετὰ τὴν ἄφιξιν των. Εἰς πᾶσαν ἄλλην περίπτωσιν, ἐφοδιάζονται μὲ ἄδειαν διαμονῆς.

ΙΣΛΑΝΔΙΑ

Πιστοποιητικὸν ἐκδιδόμενον ἐκ τοῦ Καταλόγου Ξένων κρατουμένου ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν διὰ ζητήματα μεταναστεύσεως, καὶ πιστοποιητικὸν ἐξαγόμενον ἐκ τῶν στοιχείων τοῦ Βιβλίου Ἀπογραφῆς τοῦ Πληθυσμοῦ.

ΙΡΛΑΝΔΙΑ

Θεώρησις τοῦ Ὑπουργείου Δικαιοσύνης ἐπὶ τῶν διαβατηρίων ἢ ἐγγράφων ταξειδίου καὶ ἐγγραφὴ εἰς τὰ βιβλία τῆς Ἀστυνομίας. Αἱ θεωρήσεις αὗται βεβαιοῦνται ὑπὸ τῆς Ἀστυνομίας.

ΙΤΑΛΙΑ

Πιστοποιητικὰ Ληξιαρχείου συμπληρούμενα ὑπὸ οἱουδήποτε ἄλλου ἐγγράφου συμβολαιογραφικοῦ συντεταγμένου κατὰ τοὺς συνήθεις τύπους.

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ

Δελτίον ταυτότητος ξένου.

ΟΛΛΑΝΔΙΑ

Ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου καταχωρίσεως τῶν ξένων ἢ τοῦ Βιβλίου καταχωρίσεως τοῦ πληθυσμοῦ.

ΝΟΡΒΗΓΙΑ

'Απόσπασμα τοῦ Βιβλίου Ξένων.

ΔΙΑΜΕΡΙΣΜΑ ΤΟΥ ΣΑΑΡ

Πιστοποιητικὸν τῆς κατοικίας.
Δελτίον ταυτότητος τοῦ Σάαρ.
'Αντίγραφον τῆς δηλώσεως εἰς τὴν 'Αστυνομίαν.

ΣΟΥΗΔΙΑ

Διαβατήριον ἢ ἀπόσπασμα τοῦ Βιβλίου τοῦ 'Εθνικοῦ ιφείου Ξένων.

ΤΟΥΡΚΙΑ

'Αδεια διαμονῆς ξένου.

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ

'Απόσπασμα τῶν Βιβλίων τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου Ξένων ἢ ἐγγραφὴ ἐπὶ τοῦ διαβατηρίου ἢ ἄλλου ἐγγράφου ταξειδίου τοῦ 'Εξωτερικοῦ.

Ο,ΤΙ ΑΚΡΙΒΗΣ ΜΕΤΑΦΡΑΣΙΣ

τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Γαλλικὴν ἐγγράφου.

'Αθῆναι τῇ 16ῃ Φεβρουαρίου 1954

'Ο παρὰ τῷ 'Υπουργείῳ τῶν 'Εξωτερικῶν
'Επίσημος Μεταφραστὴς

ΑΠΟ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ